

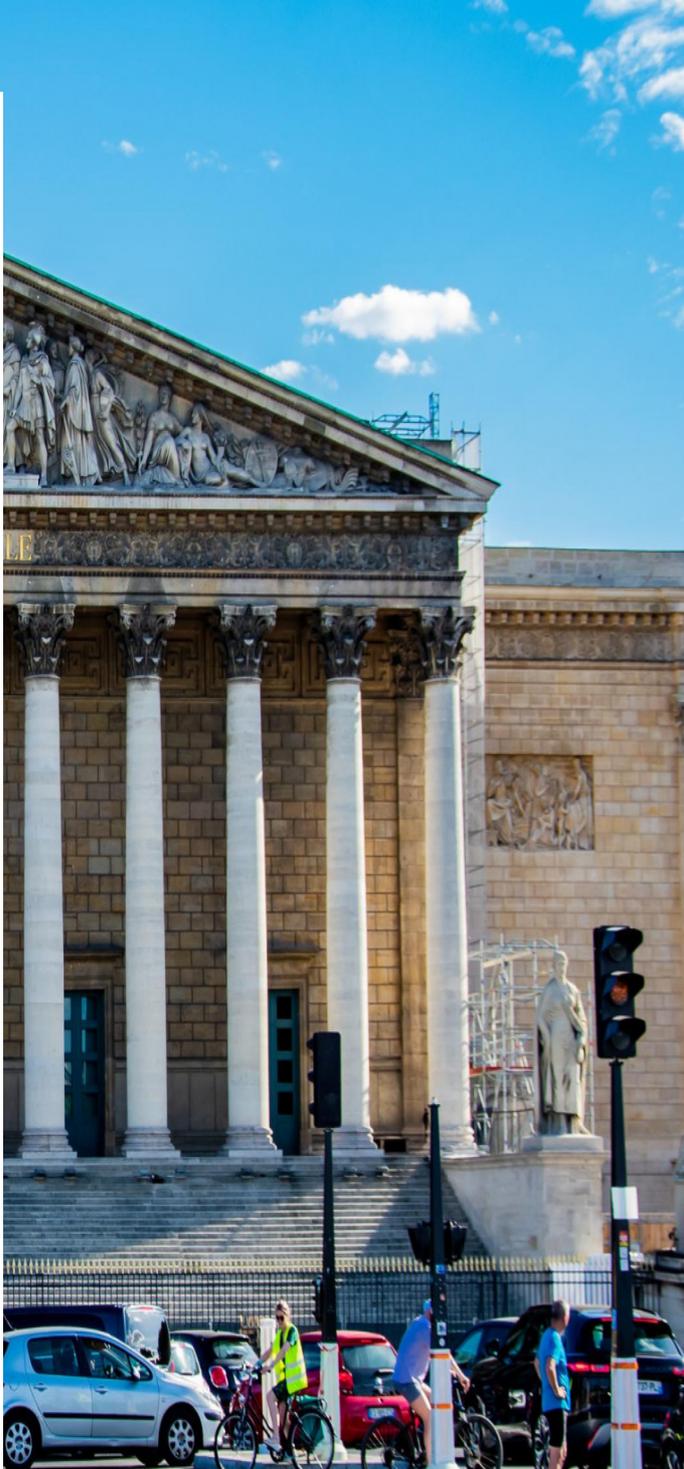
# LETTRE OUVERTE AUX DÉPUTÉS

---

*« vous ne pouvez  
ignorer...vous serez  
donc responsables »*

---

LE SYNDICAT DES GILETS JAUNES  
20 juillet 2021



#SGJ

# LETTRE OUVERTE

**Mesdames et Messieurs les députés,**

Vous êtes les représentants du peuple.

Vous êtes, avec les sénateurs, ceux qui fabriquent les lois et contrôlent le gouvernement.

Telles sont vos missions, dans le respect de la Constitution du 4 octobre 1958 et de la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, inscrite dans cette même Constitution.

Or, vous vous apprêtez à vous prononcer sur le « *projet de loi relatif à l'adaptation de nos outils de gestion de la crise sanitaire* », autrement dit « *le pass sanitaire* ».

Nous considérons que ce projet de loi, comme d'autres avant celui-ci, fracture la société et viole les libertés et les droits imprescriptibles de l'Homme.

Nous n'allons pas dérouler ici le catalogue des textes français, européens et internationaux qui consacrent ces droits et ces libertés.

Nous vous en citerons simplement deux, émanant de la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 :

Art. 2. Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.

Art. 6. La Loi est l'expression de la volonté générale. Tous les Citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs Représentants, à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les Citoyens étant égaux à ses yeux sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

Nous exerçons aujourd'hui notre droit de concourir à la formation de la loi.

Devant l'extrême gravité de la situation, nous venons, sans violence et sans arme, vous demander de porter notre voix à l'Assemblée Nationale.

Depuis un an et demi, nous subissons des violations de nos droits et de nos libertés individuelles et collectives.

Enfermement de la population, séparation des familles, fermeture des écoles, des lieux de culture, des restaurants et cafés, des couvre-feux, un port du masque obligatoire et permanent, y compris pour les enfants dès 6 ans.

Depuis un an et demi, nous subissons un véritable harcèlement moral par un matraquage permanent et hautement anxiogène de la politique gouvernementale via tous les médias (télévision, radios, journaux), via la confiscation des espaces

publicitaires, via des marquages au sol, des affichages, des annonces audio permanentes dans les lieux publics... Et des menaces, des contrôles et des verbalisations à répétition.

Une société de la surveillance et de l'infantilisation, une société coercitive qui asservit la population.

Les enfants et les jeunes, qui seraient les vecteurs de transmission du virus, alors qu'eux-mêmes ne sont pas malades, sont injustement culpabilisés.

Tout ce qui fait le vivre ensemble et nous apporte le bonheur est diabolisé : le lien social, les rassemblements de toutes sortes, familiaux, amicaux, culturels, les témoignages d'affection et d'amour à nos proches, le travail en commun...

Pour un taux de mortalité en France depuis le début de la crise et au 19 juillet 2021, selon Santé Publique France, de 0,16%.

Nous venons témoigner de la profonde angoisse de nos concitoyens, soignants, fonctionnaires, travailleurs du privé, collégiens, lycéens, étudiants, parents, handicapés..., menacés de perdre leur liberté de travailler et d'agir, de ne pas pouvoir scolariser leurs enfants et de rester enfermés chez eux s'ils ne se font pas injecter une substance expérimentale, improprement nommée « vaccin », encore à ce jour en phase de test et ayant reçu une autorisation conditionnelle de mise sur le marché.

Nous espérons que vos fonctions de députés vous ont amenés à vous informer auprès de plusieurs sources sur ces questions aussi importantes.

### AINSI :

- **vous ne pouvez ignorer** la corruption aux plus hauts niveaux des institutions médicales françaises, européennes et internationales et les conflits d'intérêt majeurs avec les industries pharmaceutiques au sein du « conseil de défense » qui dicte la politique sanitaire de notre pays,
- **vous ne pouvez ignorer** la mise en cause par des centaines de médecins du monde entier de la pertinence des tests RT-PCR comme outil de diagnostic, le protocole des cycles de dilution n'étant même pas réglementé et uniformisé au niveau national,
- **vous ne pouvez ignorer** les nombreuses mises en garde de sommités médicales françaises et internationales de la virologie sur l'absence de fondements scientifiques des mesures prises (masques, distanciation, confinements, couvre-feu...),
- **vous ne pouvez ignorer** les dangers de ces injections massives d'un nouveau produit à ARN messenger quand on ignore encore, par exemple, tous les effets de l'activité transcriptase inverse chez l'humain,

- **vous ne pouvez ignorer** que ce produit, encore en phase de test que le gouvernement veut injecter à toute la population, n'est pas un vaccin classique,
- **vous ne pouvez ignorer** qu'un vaccin classique empêche la contagion et la transmission du virus dont il est censé protéger, ce qui n'est pas le cas en l'espèce,
- **vous ne pouvez ignorer** les nombreuses études (randomisées ou pas) qui ont montré les effets bénéfiques de plusieurs anciennes molécules (dont un antibiotique) fiables et peu coûteuses, que nos médecins n'ont pas le droit de prescrire librement,
- **vous ne pouvez ignorer** que ces produits ne bénéficient que d'une autorisation de mise sur le marché (AMM) conditionnelle,
- **vous ne pouvez ignorer** que les essais cliniques de phase 3 sont toujours en cours, consacrant le caractère expérimental de cette campagne d'injection inédite dans l'Histoire,
- **vous ne pouvez ignorer** que les laboratoires eux-mêmes se sont protégés contre tout recours en cas de maladies induites par l'injection,
- **vous ne pouvez ignorer** que dans des pays où l'on a injecté massivement ces produits, des variants du virus se sont développés et que les statistiques officielles montrent une reprise des cas et décès dus au Covid, ce qui confirme tragiquement les alertes évoquées plus haut,
- **vous ne pouvez ignorer** le risque de thromboses et de myocardites post-vaccinales ; demain, découvrirons-nous des troubles hématologiques induits par des transfusions sanguines de donneurs vaccinés ?

Non seulement ces faits et ces avis ne sont ni pris en compte, ni débattus, mais ils sont honteusement censurés, diabolisés et caricaturés.

**Toute personne remettant en question la pensée unique du chef de l'Etat est immédiatement et définitivement taxée de complotisme.**

Quelle image désastreuse de la démocratie dans le pays de la déclaration des droits de l'Homme !

Le 12 juillet 2021, le discours du Président de la République est venu encore aggraver cette terrible situation.

Il vous appelle à voter pour un pass sanitaire, qui n'est rien d'autre qu'un pass vaccinal obligatoire pour tous les besoins essentiels de la vie, comme aller travailler, faire nos courses, se distraire, se cultiver, se rassembler, utiliser les transports en commun, voyager, être hospitalisé...

Des citoyens contrôlés en permanence par d'autres citoyens contraints et des policiers qui, eux, sont exemptés.

Encore une fois, le gouvernement fracture la société avec une violence inouïe.

C'est inacceptable car, vous le savez, ces injections n'empêchent ni d'être contaminés, ni de contaminer, ni les formes graves, ni les décès comme cela est écrit dans le mémoire remis par Monsieur VÉLAN lui-même au Conseil d'Etat fin mars 2021.

Publiquement, Monsieur VÉLAN « *incite* » donc nos concitoyens à se faire injecter ces produits, alors qu'auprès de la Haute juridiction administrative, lors de deux litiges au moins, il remet en cause l'efficacité de ces inoculations.

En tant que Docteur en médecine, il ne peut ignorer que de tels propos sont de nature à vicier le consentement.

Ainsi nous avons définitivement perdu toute confiance dans la parole publique des politiciens et des services de santé du gouvernement.

***C'EST POURQUOI NOUS REFUSONS CATEGORIQUEMENT LE PASS SANITAIRE ET L'OBLIGATION DE SE FAIRE INJECTER CES PRODUITS.***

Pour toutes ces raisons et portés par les mobilisations du 14 et du 17 juillet, nous vous **DEMANDONS AVEC LA PLUS GRANDE FERMETE DE NE PAS VOTER CETTE LOI** qui instaure de fait un régime ségrégationniste, un apartheid sanitaire abject, autoritaire et tyrannique.

Cette loi :

- risque de mener le pays au chaos économique et social et à la guerre civile,
- met en danger la santé de tous les citoyens vivant sur le territoire français,
- est une menace sans précédent pour l'avenir, la démocratie, la vie et les libertés !

Nous exerçons aujourd'hui notre droit de concourir à la formation de la loi et vous demandons solennellement de refuser ce pass sanitaire.

**Si vous votez pour cette loi ou si vous vous abstenez, vous serez pleinement responsables des conséquences sanitaires, sociales, sociétales et économiques.**

Dans l'attente de vous lire, syndicalement.

*L'Union des Syndicats Gilets Jaunes*